

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCATP)

MARCHE PUBLIC DE SERVICES



ACHATS GENERAUX



MISSION D'ACCOMPAGNEMENT AU DIMENSIONNEMENT DES BESOINS
CAPACITAIRES D'AVENIR DES HOPITAUX DE VENDEE



N° d'affaires : 2025_ACH_GHT_004



Marché n°250477

NCHFS

70.2 : organisation des services : conseil, audit...

PROCEDURE



ADAPTEE



Non alloti



Le CHD Vendée (site de La Roche sur Yon – Luçon – Montaigu)
Le CH Loire Vendée Océan (Challans – Machecoul – Saint Gilles Croix de Vie)
L'EHPAD La Reynerie à Bouin
L'EPSMS La Madeleine à Bouin
Le Centre Hospitalier de Noirmoutier
Le CH Côte de Lumière aux Sables d'Olonne
L'hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu
Le CH Fontenay le Comte
Le Groupe Public des Collines Vendéennes (La Chataigneraie, Pouzauges, Saint-
Pierre du Chemin et la Tardière)
L'EHPAD Payraudeau de La Chaize le Vicomte
La Résidence au Fil des Maines (EHPAD de Saint Fulgent et de Chavagnes-en-
Paillers)



Le marché prend effet à compter de sa date de notification et se termine avec l'achèvement de la mission, à savoir l'admission globale par l'acheteur public de l'ensemble des livrables prévus au marché.

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés dans le planning contractuel.

Le résultat des travaux devra être livré en janvier 2026.



FERME ACTUALISABLE



Pas de révision des prix



PAR PHASE DU MARCHE



50 jours

PREAMBULE

I / CONTEXTE RELATIF AUX GROUPEMENTS HOSPITALIERS DE TERRITOIRE

En application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé, un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé est consacré : les groupements hospitaliers de territoire. Chaque établissement public de santé doit s'intégrer dans un groupement hospitalier de territoire (GHT) à partir du 1^{er} juillet 2016 et au plus tard le 1^{er} septembre 2016. Le GHT ne possédant pas la personnalité juridique, la loi dispose qu'un établissement support sera désigné par une convention constitutive du GHT qui assurera pour le compte des établissements parties au groupement les quatre fonctions suivantes :

- La stratégie, l'optimisation et la gestion commune d'un système d'information hospitalier convergent (SIH),
- La gestion d'un département de l'information médicale de territoire (DIM),
- Les achats,
- La coordination des instituts et des écoles de formation paramédicales du groupement et des plans de formation continue et de développement professionnel continu des personnels des établissements parties au groupement.

La mutualisation des achats regroupe notamment la planification et la passation des marchés. Ainsi, le présent projet de procédure concourt à la mise en place progressive d'une fonction « achat » mutualisée et la gestion commune d'un système d'information hospitalier.

II / FORME JURIDIQUE DE LA MUTUALISATION

Le CHD Vendée est désigné établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée. A ce titre et en application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 et de son décret d'application du 27 avril 2016, la fonction achat des établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire est déléguée à l'établissement support. La fonction achat comprenant notamment la planification et la passation des marchés publics, le Centre hospitalier Départemental de Vendée se constitue « de droit » centrale d'achat au sens de l'article 26 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour les opérations de passation des marchés mais uniquement au bénéfice des établissements.

II.A / Membres du GHT Vendée

Les établissements publics de santé parties au Groupement Hospitalier de Territoire sont les suivants :

- CHD Vendée (sites de La Roche Sur Yon, Luçon et Montaigu),
- CH Loire Vendée Océan (site de Challans, Machecoul et Saint Gilles Croix de Vie),
- L'hôpital local de Noirmoutier,
- L'hôpital Dumonté de l'Ile d'Yeu,
- CH Côte de Lumière (site des Sables d'Olonne),
- CH Fontenay le Comte,
- Groupe Public des Collines Vendéennes (Résidence du Pré-Bailly à la Chataigneraie, Résidence Comtesse d'Asnières à Saint Pierre du Chemin, Résidence Pré-Bailly, Résidence Sainte Catherine de Thouars à Pouzauges),
- L'EPSM de Vendée Georges Mazurelle.

II.B/ Compétences et missions dévolues à l'établissement support et aux établissements parties

Le CHD Vendée assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation du marché pour :

- Analyser et consolider les besoins,
- Elaborer la politique d'achat et les stratégies d'achat,
- Gérer la passation des marchés publics (marchés subséquents, marchés de prestations similaires inclus).
La passation inclut les missions suivantes : publication, modification du dossier de consultation des entreprises, négociation avec les candidats le cas échéant, choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, notification des courriers de rejet et de pré-attribution, signature du marché, notification du marché,
- Gérer la gestion des litiges au stade de la passation du marché (marchés subséquents, marchés de prestations similaires inclus),
- Passer, négocier et signer des clauses de réexamen, clauses modificatives aux marchés

Les autres compétences relèvent des établissements parties. A ce titre, les établissements parties sont compétents en phase d'exécution pour :

- Emettre et gérer des bons de commande,
- Notifier des ordres de service,
- Gérer et appliquer des pénalités,
- Gérer les litiges au stade de l'exécution des marchés (marchés subséquents, marchés de prestations similaires inclus), notamment lors de l'émission des bons de commande,
- Gérer le contrôle de l'exécution et la vérification du service fait,
- Gérer le paiement du cocontractant,
- Elaborer le décompte,
- Gérer les mémoires en réclamation,
- Décider la reconduction/non-reconduction du marché ou accord-cadre,
- Décider la résiliation du marché ou accord-cadre,
- Gérer les procédures de révision des prix,
- Liquider et mandater les factures.
- Exécuter les clauses de réexamens et clauses modificatives de marchés

III/ PRESENTATION DE LA DIRECTION COMMUNE

Pour répondre aux enjeux territoriaux, le CHD Vendée, établissement support du GHT 85, pilote une direction commune réunissant la plupart des établissements de santé du département :

- le CHD Vendée et ses trois sites,
- le centre hospitalier Côte de Lumière aux Sables d'Olonne,
- le centre hospitalier Loire Vendée Océan et ses trois sites,
- le centre hospitalier Fontenay-le-Comte,
- le groupe public hospitalier et médico-social des Collines Vendéennes à La Châtaigneraie,
- la Résidence au Fil des Maines (EHPAD de Saint Fulgent et de Chavagnes-en-Paillers)
- l'EHPAD Payraudeau de La Chaize le Vicomte
- l'hôpital Dumonté de l'Île-d'Yeu,
- l'hôpital de Noirmoutier,
- l'EPSM La Madeleine à Bouin,
- l'EHPAD La Reynerie à Bouin

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES SPECIFIQUES AU MARCHE

CHAPITRE 1 – GENERALITES

1. DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHE

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet : **MISSION D'ACCOMPAGNEMENT AU DIMENSIONNEMENT DES BESOINS CAPACITAIRES D'AVENIR DES HOPITAUX DE VENDEE.**

1.2. Désignation de l'acheteur public

La procédure est portée par le CHD Vendée, établissement du GHT Vendée :

CHD Vendée
Boulevard Stéphane Moreau
Les Oudairies
85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Le projet concerne 7 établissements hospitaliers publics et 4 structures médico-sociales sous gouvernance commune, répartis sur tout le département.

- Le CHD Vendée (site de La Roche sur Yon – Luçon – Montaigu)
- Le CH Loire Vendée Océan (Challans – Machecoul – Saint Gilles Croix de Vie)
- L'EHPAD La Reynerie à Bouin
- L'EPSMS La Madeleine à Bouin
- Le Centre Hospitalier de Noirmoutier
- Le CH Côte de Lumière aux Sables d'Olonne
- L'Hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu
- Le CH Fontenay le Comte
- Le Groupe Public des Collines Vendéennes (La Chataigneraie, Pouzauges, Saint-Pierre du Chemin et la Tardière)
- L'EHPAD Payraudeau de La Chaize le Vicomte
- La Résidence au Fil des Maines (EHPAD de Saint Fulgent et de Chavagnes-en-Paillers)

1.3 Procédure appliquée

Le marché est réalisé sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

2. ALLOTISSEMENT

Le marché est composé d'un lot unique.

L'allotissement n'est pas pertinent au regard de l'objet du marché pour lequel il est nécessaire d'observer une continuité dans l'exercice de la mission dans son ensemble. L'allotissement aurait pour conséquence de rendre plus complexe techniquement et économiquement le marché.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et se termine avec l'achèvement de la mission, à savoir l'admission globale par l'acheteur public de l'ensemble des livrables prévus au marché.

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés dans le planning contractuel.

Le résultat des travaux devra être livré en janvier 2026.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

4.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **le présent Cahier des Clauses Administratives et techniques Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD VENDÉE fait foi, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen
- **l'acte d'engagement et ses annexes financières** dûment datés et signés, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen
- **le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG PI). Le C.C.A.G n'est pas joint matériellement au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- **le mémoire technique du titulaire**
- **le calendrier d'exécution de la prestation validé et signé des parties**
- **les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification, le cas échéant**

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

4.2 Pièces à remettre au titulaire

- par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire cités dans les documents constitutifs du marché à l'article précédent, le 4.1.

5. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES, MESURES DE SÉCURITÉ

5.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Toute communication écrite ou verbale auprès de tiers, sans le consentement de l'acheteur est interdite. Toutefois, le titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Il sera fourni au titulaire du marché toute la documentation nécessaire à l'exercice de sa mission. Certains documents transmis par l'acheteur seront strictement consultables sur site.

A échéance de la mission, le prestataire restituera automatiquement et immédiatement l'ensemble des documents qui lui aura été confié dans le cadre du marché. Le prestataire ne peut en conserver une copie.

L'organisme retenu ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l'établissement, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

5.2 Respect des règles de sécurité, d'hygiène et de discipline

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement. Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des usagers qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, de consignes d'hygiène et de sécurité
- le plan de prévention des risques

5.3 Protection des Données Personnelles

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance au sens de l'article 28.8 du Règlement Européen sur la protection des données qui précise notamment:

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;

– la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance précisera également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG PI.

5.4 Information des sous-traitants

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 5. Il reste responsable du respect de celles-ci.

6. PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

6.1 - Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG.

6.2 - Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante :

CHD VENDEE
DEPARTEMENT DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE
CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE
LES OUDAIRIES
85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

6.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail), s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus. Conformément à l'article 41 du CCAG, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 45.4 du CCAG s'appliquent.

6.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat, s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage envers l'acheteur à entretenir des relations contractuelles loyales et à les informer de difficultés quelconques menaçant le bon déroulement du marché. Le marché sera résilié pour faute exclusive du titulaire et sans indemnité s'il tente de tromper l'acheteur. Ce dernier engagera toutes les poursuites utiles devant les tribunaux compétents afin d'obtenir tout dédommagement.

7. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

CHAPITRE 2 – PRIX ET REGLEMENT

8. LE PRIX

8.1 Généralités

Les prix s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation et s'appliquent aux prestations réellement exécutées. De façon plus détaillée, les prix comprennent :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement, d'hébergement et de restauration incluant la présence de l'équipe projet sur site et hors site,
- Les frais de reprographie, la remise des livrables,
- Les frais non mentionnés mais qui sont nécessaires à l'obtention d'une prestation de qualité.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché. L'unité monétaire est l'euro.

8.2 Forme du prix

☒ **Le marché est conclu à prix forfaitaires** correspond à la réalisation de la mission incluant tous les frais annexes (déplacements, restauration, reprographie, hébergement)

8.3 Prix définitif

Les prix du marché sont :

☒ **Fermes** sur la durée totale du marché.

9. MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Les avances

☒ L'option A prévoit l'application d'un taux d'avance unique de 20% pour les PME et d'un taux d'avance correspondant au minimum réglementaire (soit 5%) pour les autres entreprises.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le régime d'avance retenu par l'acheteur est l'option A telle que définie par l'article 11.1 du C.C.A.G.-FCS.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché ou du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Ce pourcentage est porté à 20,00 % si le titulaire est une PME.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du marché ou du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, elle peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10, R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9.2 Les acomptes

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes dont la périodicité est fixée au maximum à trois mois. S'il entend bénéficier d'un acompte, le titulaire adresse une demande décrivant les prestations effectuées et leur montant. Le montant de l'acompte est arrêté par l'Acheteur public, en tenant compte le cas échéant du remboursement de l'avance ou des pénalités dues.

Les acomptes ne présentent pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Les phases du marché correspondent à :

1. **Réunion de cadrage et l'état des lieux de la situation** : rencontres avec les intéressés, organisation des réunions et comptes rendus, analyse géo territoriale consolidée, diaporama de restitution – acompte de 30%
2. **Projet d'accompagnement** : Rédaction d'une note de synthèse des projets et des évolutions d'activité afférentes, par filière et par établissement, sa discussion et validation en comité de pilotage et sa communication sur un support institutionnel – acompte de 40%
3. **Projection d'activité et capacitaires** : Besoins capacitaires bruts projetés par établissement, projection d'activité par spécialité et par établissement, synthèse des résultats, diaporama de restitution – acompte de 30%

Les paiements interviendront après la validation du représentant de l'acheteur public pour chaque phase de projet déterminé par l'échéancier contractualisé, sous forme d'acomptes.

La prestation fera l'objet de **factures distinctes par phase de projet déterminé par l'échéancier contractualisé.**

Seules les prestations effectivement réalisées et validées comme telles par l'acheteur pourront être facturées. L'acheteur se réserve la possibilité de réclamer un remboursement en tout ou partie, en cas de réalisation incomplète de la mission ou réalisation dans des conditions ne respectant pas le présent cahier des charges.

9.3 Remise de la demande de paiement

Chaque remise de demande de paiement intervient soit :

☒ par acompte, après l'admission de chaque phase du marché (3 phases : état des lieux, projet accompagnement, projection d'activité et capacitaires.) approuvée par le CHD Vendée.

9.4 Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

9.5 Acceptation par l'acheteur de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-PI, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct se conforment sans mise en demeure préalable à l'obligation à leur charge des transmissions des factures sous forme électronique.

Pour rappel :

L'application de la réglementation relative au retard de paiement, prévue aux articles L. 2192-10 à L. 2192-15 du code de la commande publique, suppose que le créancier ait rempli son obligation légale de transmission d'une facture sous forme électronique prévue aux articles L. 2192-1 et L. 2392-1 du code de la commande publique.

9.6 facturation électronique

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les titulaires de marché et leurs sous-traitants doivent se conformer aux dispositions du Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Ce texte codifié dans le code de la commande publique le décret no 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif à la facturation électronique. Il achève également la transposition de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. A ce titre, il contient les mesures d'application des dispositions du code de la commande publique issues de l'article 193 de la loi no 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises en définissant notamment la norme européenne de facturation électronique et les mentions essentielles des factures électroniques.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 3133-1 à L. 3133-3 du Code de la Commande Publique comportent les mentions suivantes:

1. La date d'émission de la facture;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;
4. les références du contrat et le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du CHD Vendée;
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement;
6. La date d'exécution des services;
7. La quantité et la dénomination précise des prestations et livrables réalisés;
8. Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire;
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture;
11. Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le code chorus du CHD Vendée est établi sur une annexe qui sera jointe à la notification du marché.

10. REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU SOUS-TRAITANCE

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de des propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par un acte spécial (Formulaire DC4).

CHAPITRE 3 – DELAIS

11. DELAIS D'EXECUTION

Le début d'exécution des prestations est prévu :

☒ A partir de la date de notification du marché

L'expiration du délai d'exécution est prévue :

☐ la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des livrables à l'acheteur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Prolongation du délai d'exécution :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. L'absence de réponse de l'acheteur vaut décision de rejet.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

12.1 Pénalités de retard

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1000$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

12.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1 :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG PI,

– en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

– en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 4 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

CHAPITRE 4 – EXECUTION

13. LIEUX D'EXECUTION

Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements hospitaliers sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer les prestations jugées indispensables prévues au marché en accord avec les sites.

Dans ces conditions, le titulaire du marché est tenu de présenter au site les moyens et modalités d'organisation d'un service minimum qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction Générale du CHD Vendée.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par le CHD Vendée par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures ultérieures restant dues.

Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo propre à chaque établissement ou des hôpitaux de Vendée, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, le CHD Vendée se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

14. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

15. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures législatives ou réglementaires venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien- fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

16. MODIFICATIONS DE MARCHES

16.1 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant, dans les cas suivants :

1. **Cession de marché** sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'Acheteur Public pour la participation à la procédure de passation du marché initial

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de la clause de réexamen lui sera transmise également.

2. **En cas de prestations supplémentaires indissociables et dûment justifiées par les exigences de la mission objet du marché et à la demande expresse de l'acheteur public. Ces prestations devront :**
 - a. S'inscrire dans une continuité logique et fonctionnelle de la mission initiale ;
 - b. Être formellement validée par un document modificatif du marché avant exécution ;
 - c. Ne pas entraîner une augmentation du montant global du marché supérieure à 20% de son montant initial HT.

16.2 Clause modificative

16.2.1 *Services supplémentaires devenus nécessaires*

En cas de demande de **missions complémentaires non prévues et non prévisibles initialement mais nécessaires** à la réussite de la mission attendue dans sa globalité, parce que difficilement indissociables techniquement et/ou économiquement au regard des prestations déjà réalisées dans le cadre du présent marché.

Cette mission complémentaire est réalisée dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

16.2.2 *Circonstances imprévues*

Cet article complète l'article 24 du CCAG PI.

Rappel : Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

Modalités de poursuite du contrat

➤ Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables;

le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

➤ Modification temporaire des prix

le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les conditions économiques de son offre initiale par des charges extracontractuelles excessives.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'acheteur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans **une annexe au contrat** prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'Acheteur. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire: les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de **l'annexe au contrat** signée par l'acheteur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ **Modalités de suspension du contrat**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

16.2.3 Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

16.2.4 Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le pouvoir adjudicateur prend en compte le montant cumulé.

Dans les 4 cas prévus ci-dessus, une clause modificative sera rédigée par le pouvoir adjudicateur et signée par les parties contractantes.

S'il s'agit d'une prestation qui vient en sus ou en déduction, le nouveau montant du marché en tiendra compte. Dans le cas d'une prestation en sus du besoin initial, les prix définis et retenus dans le cadre du présent marché s'appliqueront, réajustés éventuellement dans les conditions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (cf : l'article prévu pour la révision ou actualisation des prix du marché.)

CHAPITRE 5 – RESILIATION

17 – PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 19, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 20, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 18.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

18 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

18.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

18.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.3 Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

19 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

19.1 Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en oeuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

19.2 Ordre de service tardif

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3 du CCAG PI, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

20 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 39 du CCAG-PI complété des cas suivants :

- Non-respect de la clause de sauvegarde des prix,
- Changement de caractéristiques des produits non validé par l'acheteur.

21 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 40 du CCAG-PI, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

22 DECOMPTE DE RESILIATION

Il est fait application de l'article 41 du CCAG PI

23 REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHÉ

En cas de résiliation, l'acheteur peut exiger du titulaire:

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage. L'acheteur en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

24 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire:

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de services, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Cet article complète l'article 39 du CCAG PI.

Dans les cas et conditions prévus à l'article 39 du CCAG- PI, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en oeuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations par un autre prestataire.

CHAPITRE 6 – DIFFERENDS

25 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits complétée par la circulaire du 07/09/2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par les textes relatifs aux Marchés Publics et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes

6 allée de l'Ile Gloriette

BP 24111

44041 NANTES Cedex 01

DISPOSITIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AU MARCHE

Contacts de l'acheteur public dans le cadre du suivi du marché :

M. Tahar BENHASSAN

Directeur territorial du département des ressources matérielles et du patrimoine

CHD Vendée

Boulevard Stéphane Moreau

Les Oudairies

85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Mail : tahar.benhassan@ght85.fr

Tél : 02.51.44.61.40 (secrétariat)

1. CONTEXTE DE LA CONSULTATION

Les Hôpitaux de Vendée, réunis au sein du GHT 85, engagent une démarche de transformation d'envergure avec la finalisation d'un Projet Hospitalier de Territoire (PHT) à horizon décembre 2025.

Ce projet concerne 7 établissements hospitaliers publics et 4 structures médico-sociales sous gouvernance commune, répartis sur tout le département.

Il s'articule autour d'un projet médico-soignant structurant et d'un schéma directeur immobilier en cours de consolidation, en anticipation d'arbitrages ministériels sur les investissements à 10 ans.

Cette dynamique impose de disposer d'une projection capacitaire actualisée, tenant compte à la fois des contraintes réglementaires, de la gradation de l'offre, des équilibres intersites et de la volonté affirmée de développement de l'ambulatoire, dans le cadre de la responsabilité populationnelle.

2. PRESENTATION DES ETABLISSEMENTS

Le CHD VENDEE

Le CHD VENDÉE est un établissement public de santé multisite comportant au 01/07/2020, 1467 lits et 200 places répartis de la manière suivante :

Champ et activités sanitaires :

- MCO :
 - 768 lits
 - 126 places
 - 21 postes de dialyse
- SMR polyvalents et spécialisés :
 - 203 lits

- 16 places
- SMTI :
 - 110 lits

Champ et activités médico-sociales :

- Site La Roche sur Yon :
 - 65 lits EHPAD Pont Rouge Le Marais et La Plaine.
- Site Luçon :
 - 212 lits dont 7 places d'hébergement temporaire + 6 places Accueil de jour pour les Résidences L'Olivier, Pierre Martin et Saint Michel.
 - 40 lits Foyer d'hébergement adultes handicapés Bois Mocqua.
- Site Montaigu:
 - 110 dont 6 places d'hébergement temporaire lits Résidences Soleil de la Maine et Augereau.

ETABLISSEMENTS DU GHT VENDEE ET DE LA DIRECTION COMMUNE AVEC LE CHD VENDÉE

Le Centre Hospitalier Côte de Lumière des Sables d'Olonne

Champ et activités sanitaires :

MCO : 197 lits et places (158 lits Médecine + 15 lits Obstétrique + 4 lits de Gynéco + 20 places Ambulatoire HDJ Médecine)

- SMR : 50 lits et places

Champ et activités médico-sociales :

- Site des Sables d'Olonne
 - 72 lits EHPAD Résidence Les Maisonnées de Lumière.
 - 60 lits SMTI Résidence Les Maisonnées de Lumière.
 - 38 lits et places dont 11 places d'hébergement permanent, 11 places d'hébergement temporaire pour personnes âgées désorientées, 16 places d'hébergement temporaire pour personnes âgées présentant une dépendance physique + 10 places d'accueil de jour Résidence Les Tamaris.
 - 46 lits dont 34 lits en Foyer de vie et 12 lits FAM et 5 places d'accueil de jour Résidence Georges GODET.

Le Centre Hospitalier de Fontenay-Le-Comte

Champ et activités sanitaires :

- MCO : 121 lits
- SMR : 47 lits

Champ et activités médico-sociales :

- Site de Fontenay-Le-Comte :
 - o 102 lits EHPAD et 3 lits en hébergement temporaire Résidence Mélusine
 - o 78 lits EHPAD Résidence Langevin
 - o 30 lits EHPAD et 6 places d'Accueil de jour Résidence Anne Benoist
 - o 50 lits EHPAD Résidence Petit du Vignaud

Le Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes

Champ et activités sanitaires :

- MCO : 20 lits et places
- SMR : 43 lits et places (dont 5 lits de soins palliatifs)
- SMTI : 27 lits et places

Champ et activités médico-sociales :

- UHR : 15 lits et places
- Site Saint Pierre du Chemin :
 - o 40 lits de Foyer de vie dont 1 place de foyer de vie hébergement temporaire et 28 lits de FAM dont 1 lit FAM hébergement temporaire à la Résidence Comtesse d'Asnières.
- Site de Pouzauges :
 - o 41 lits Foyer de vie de Thouars dont 1 en FDV hébergement temporaire
 - o et 6 lits de FAM Résidence Catherine.
- Site de La Châtaigneraie :
 - o 38 lits Foyer de vie dont 1 place en FDV hébergement temporaire et 24 places accueil de jour Résidence du Pré Bailly.
 - o 18 lits Unité Alzheimer et 6 places accueil de jour Unité Alzheimer
 - o 10 places Hébergement temporaire personnes âgées
- Site de La Tardière :
 - o 8 places au Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS).

Le CH Loire Vendée Océan

Le CH LVO est un établissement public de santé multisite comportant au 25/03/2022 : 800 lits et 117 places répartis de la manière suivante :

Champ et activités sanitaires (sur les 3 sites : Challans, Machecoul et Saint-Gilles Croix de Vie) :

- MCO :
 - 161 lits
 - 30 places
- SMR polyvalents et réadaptation cardio-vasculaire :
 - 159 lits
 - 7 places
- Psychiatrie
 - 28 lits d'hospitalisation complète
 - 12 places
- SMTI :
 - 90 lits

Champ et activités médico-sociales :

- Site de Challans :
 - 110 lits d'EHPAD au sein de la résidence Aquarelle dont 15 lits d'UHR.
- Site de Machecoul :
 - 105 lits d'EHPAD au sein des résidences Arc en ciel (75 places) et Centre de Cure médicale (30 places).
 - 12 places de PASA
- Site de Saint-Gilles Croix de Vie
 - 135 lits d'EHPAD

L'Hôpital de Noirmoutier

L'hôpital de Noirmoutier est un établissement public de santé comportant au 09/05/2023 : 132 lits répartis de la manière suivante :

Champ et activités sanitaires :

- SMR:
 - 15 lits
- SMTI :
 - 21 lits

Champ et activités médico-sociales :

- 96 lits d'EHPAD.

L'Hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu

Capacité (lits & places)

Médecine : 7

Moyen séjour : 8

Total : 15 (données 2022)

ETABLISSEMENTS DE LA DIRECTION COMMUNE AVEC LE CHD VENDÉE NON INCLUS DANS LE GHT VENDEE

L'EHPAD de La Chaize le Vicomte

- 89 lits EHPAD Résidence Payraudeau.

Résidence au Fil des Maines (EHPAD de Saint Fulgent et de Chavagnes-en-Paillers)

- 99 lits EHPAD (Saint Fulgent)
- 73 lits EHPAD (Chavagnes-en-Paillers)

L'EHPAD La Reynerie - Bouin

L'EHPAD La Reynerie est un établissement social et médico-social public situé sur la commune de Bouin comportant au 09/05/2023 : 119 lits répartis de la manière suivante :

Champ et activités médico-sociales :

- 119 lits d'EHPAD.
 - 115 lits d'hébergements permanent dont 28 lits pour personnes âgées désorientées (UPAD)
 - 4 lits d'hébergements temporaire dont 2 lits pour personnes âgées désorientées (UPAD)

L'EHPAD La Reynerie assure la gestion de l'EPSMS la Madeleine située sur la commune de Bouin (direction déléguée de site et services supports mutualisés).

L'EPSMS LA MADELEINE - Bouin

L'EPSMS La Madeleine est un établissement social et médico-social public situé sur la commune de Bouin comportant 66 lits et places répartis de la manière suivante :

Champ et activités médico-sociales :

- 66 lits et places d'accueil d'adulte en situation de handicap :
 - Maison d'accueil spécialisée
 - 20 lits d'hébergement permanent
 - 1 place d'accueil temporaire + 1 place d'accueil temporaire d'urgence
 - 1 place d'accueil de jour

- Foyer d'accueil médicalisé
 - 19 lits d'hébergements permanents
 - 1 place d'hébergement temporaire
- Foyer de vie
 - 20 lits d'hébergement permanents
 - 1 place d'accueil temporaire
 - 2 places d'accueil de jour

L'EPSMS la Madeleine est lié par convention de gestion à l'EHPAD la Reynerie pour la partie administrative, technique et logistique.

3. OBJECTIFS DE LA MISSION

Il est attendu un prestataire expérimenté à la fois en stratégie médicale d'établissement et en traitement des données d'activité hospitalières pour un accompagnement opérationnel visant à dimensionner les besoins capacitaires futurs des 7 établissements MCO et SMR (hors psychiatrie, hors médico-social) à partir d'une analyse croisée :

- Des données d'activité actuelles des établissements
- Des hypothèses d'évolution issues des orientations médicales territoriales

L'objectif est de produire des capacitaires cibles par établissement et par filière (médecine, chirurgie, obstétrique et SMR), en intégrant les contraintes spécifiques (saisonnalité, insularité, etc.) et en organisant une campagne d'entretiens ciblés avec les professionnels des établissements. Ces résultats devront alimenter les volets soignants et immobiliers du PHT, dans une logique d'arbitrage entre hospitalisation complète, alternatives et soins de proximité.

4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PAR PHASE ET ORDRE DE SERVICE

4.1 Décomposition en phases

L'exécution des prestations s'effectue en **trois phases successives**, correspondant aux jalons méthodologiques du marché. Chaque phase est déclenchée par un **ordre de service (OS)** émis par l'acheteur public.

Aucun commencement d'exécution ne peut intervenir avant la notification de l'ordre de service correspondant.

4.2 Déroulement des phases

L'acheteur peut décider, au terme de chaque phase, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Phase 0 : Réunion de cadrage/lancement :

Prestations attendues :

Note de cadrage

Liste des données, documents que l'acheteur public doit transmettre pour la bonne exécution de la mission.

Phase 1 – État des lieux de la situation

Prestations attendues :

Rencontres avec les parties prenantes identifiées ;

Organisation des réunions, rédaction des comptes rendus ;

Analyse géo-territoriale consolidée (par zone, bassin de santé ou autre découpage pertinent) ;

Élaboration d'un diaporama de restitution.

Phase 2 – Projet d'accompagnement

Prestations attendues :

Rédaction d'une note de synthèse des projets d'évolution par filière et par établissement ;

Présentation et validation de la note en comité de pilotage ;

Production d'un support de communication institutionnel (ex. : document de synthèse, présentation visuelle, infographie, etc.).

Phase 3 – Projection d'activité et besoins capacitaires

Prestations attendues :

Projection d'activité par spécialité et par établissement (volume, flux, évolutions) ;

Estimation des besoins capacitaires bruts (lits, places, équipements) par site ;

Synthèse des résultats et restitution via un diaporama.

4.3 Validation des livrables

À l'issue de chaque phase, l'acheteur public procédera à la vérification des livrables. La validation sera notifiée par écrit (courrier ou procès-verbal). Les acomptes ne seront versés qu'après validation expresse.

En cas de non-conformité, les livrables seront retournés au titulaire pour corrections, sans surcoût ni modification du délai global.

5. Constatation de l'exécution des prestations

Il se fera application des articles 28 et 29 du CCAG PI. Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur public de contrôler notamment que le titulaire :

– a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;

– a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur public prend, dans un délai maximum de 20 jours, une décision de réception, d'ajournement ou de rejet.

Si l'acheteur public du marché ne notifie pas sa décision dans un délai de 20 jours, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Chaque phase du marché fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Réception :

L'acheteur public prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

Ajournement :

L'acheteur public, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur public, les prestations mises au point, dans un délai de 20 jours.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur public a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 20 jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de 20 jours ci-dessus mentionné.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur public dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 20 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 20 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur public est réputé avoir accepté les observations du titulaire, dans le cas contraire, la décision avec réfaction est approuvée.

Rejet :

Lorsque l'acheteur public estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans un délai de 20 jours auquel cas, l'acheteur public se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

6. Suivi du marché

Le titulaire désigne un interlocuteur principal qui sera le point d'entrée unique pour l'ensemble des demandes administratives, techniques et prestations de l'accord-cadre qu'elles soient en phase projet ou opérationnelle (directeur(rice) de projet).

Le titulaire désigne cet interlocuteur privilégié au plus tard 3 jours calendaires après la notification du marché.

Cet interlocuteur est le garant du respect :

- De l'exécution des prestations ;
- Du respect des niveaux de services ;
- De l'ensemble des exigences du marché ;
- Du respect des normes, standards, méthodes et démarches mises en place dans le cadre des prestations.

Il veille à la mobilisation des équipes et il est en charge, notamment :

- D'apporter le cas échéant des conseils et des précisions sur le présent accord-cadre et l'offre associée ;
- De veiller au bon déroulement des projets et des prestations en considérant en particulier les actions, charges, délais, écarts et risques ;
- De faire le suivi de la facturation.

Il a une connaissance précise de l'accord-cadre et des aspects techniques de l'offre associée. Il dispose du savoir-faire et des compétences, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation, la gestion, la fourniture et le bon fonctionnement des prestations dans le cadre de l'exécution des prestations commandées. Il dispose des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation.

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels. Le CHD Vendée décide ensuite de donner suite ou non à ces observations et propositions.

Une étroite collaboration entre le titulaire et l'acheteur public est essentielle pour la réussite globale des projets.

Il est précisé que si l'interlocuteur privilégié du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire concerné doit en aviser immédiatement le CHD Vendée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (LRAR), et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A cet effet, il désigne un remplaçant, qui doit avoir une compétence au moins équivalente à celle de la personne précédemment désignée, et s'engage à en communiquer dans le délai d'un (1) mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent, son nom et ses titres aux organismes bénéficiaires. Ces derniers se réservent la possibilité, d'un commun accord, de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Si le remplaçant est effectivement récusé, le titulaire dispose d'un (1) mois pour proposer un autre remplaçant. Il est expressément précisé que l'existence de deux refus successifs d'un remplaçant proposé par le titulaire constitue un motif de résiliation du présent accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

6.1 Réunion de lancement

Suite à la notification du présent marché, une réunion de lancement est organisée avec le titulaire avec pour finalité :

- de rappeler l'objet du marché et ses enjeux;
- de présenter les modalités de mise en œuvre ;
- de rappeler les délais impartis et le contenu et qualité des supports à rendre.

En amont de cette réunion de lancement, le titulaire devra transmettre la liste des interlocuteurs et leurs coordonnées.

6.2 Gouvernance et suivi des prestations

Un dispositif de suivi et d'évaluation de la qualité des prestations est mis en œuvre dès le début des prestations. L'évaluation de la qualité des prestations portera notamment sur les indicateurs de suivi des prestations, la qualité des livrables et l'engagement du Titulaire.

L'évaluation est réalisée principalement à l'occasion du Comité de suivi des prestations fournies.

Les périodes d'indisponibilité de l'équipe du titulaire devront au préalable avoir été notifiées aux organismes bénéficiaires et la continuité des prestations devra être assurée durant cette période.

Il est précisé que les échanges de communication entre le CHD Vendée et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procèdera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

6.3 Indicateurs de pilotage

A l'issue de chaque prestation, une évaluation conjointe sera réalisée entre le titulaire et le CHD Vendée :

- Conformité aux exigences : La prestation répond-elle aux spécifications, aux exigences ? Les livrables sont-ils conformes aux attentes et aux critères de qualité convenus ?

- Satisfaction de l'acheteur public : l'acheteur public est-il satisfait de la prestation ? Ses besoins ont-ils été pleinement pris en compte et ses attentes ont-elles été satisfaites ?
- Respect des délais : la prestation a-t-elle été réalisée dans les délais convenus ?
- Compétence et expertise : les personnes impliquées dans la prestation ont-elles démontré une expertise et des compétences appropriées ?
- Communication et collaboration : la communication entre les parties prenantes a-t-elle été efficace et transparente ?

7. Obligations du titulaire

Les prestations sont exécutées conformément au présent CCATP et aux autres documents contractuels.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les obligations décrites au présent article, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8. Compétence

Le titulaire déclare expressément être un spécialiste et un professionnel expérimenté dans la conduite de projet, dans le domaine de la stratégie médicale d'établissement ainsi qu'en traitement des données d'activité hospitalières.

A l'issue d'une étape de lancement ayant vocation à cadrer les modalités de travail du Consultant et ses interactions avec les établissements, une étape d'état des lieux permettra au Consultant de s'approprier le contexte territorial et les organisations liées aux hôpitaux de Vendée.

Ensuite, un temps d'interaction avec les professionnels médicaux et les instances de direction du GHT conduit au travers d'une campagne d'entretiens ciblés, permettra d'établir les traits de la vision médico-soignante d'avenir et d'en extraire les éléments structurants pour le dimensionnement des besoins capacitaires MCO et SMR de chaque établissement à 10 ans.

Enfin, le Consultant livrera au CHD Vendée les projections de besoins capacitaires MCO et SMR à 10 ans, en explicitant de façon détaillée la méthodologie employée.

A noter que la méthodologie employée devra être en cohérence avec les attendus des différentes instances régionales et nationales d'accompagnement de l'investissement en santé.

Le titulaire est soumis à la réglementation en vigueur (et « à venir » dès lors qu'elle est d'application immédiate en cours d'exécution du marché) le concernant. Il a donc l'obligation de respecter toute obligation légale et/ou réglementaire applicable dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et bon de commande afférent.

Il est expressément indiqué que le titulaire ayant la qualité de professionnel, il lui incombe et il lui revient de connaître l'intégralité des obligations légales et réglementaires qui lui sont applicables et/ou qui sont applicables

à raison de l'exécution de la prestation objet du présent marché et ce, sans qu'il soit besoin de lister lesdites obligations.

Il appartient au titulaire, s'il a un doute à ce sujet, d'interroger l'acheteur public, sur l'applicabilité d'une obligation légale ou réglementaire au titre du marché compte tenu de son objet. A défaut, il ne pourra jamais opposer que telle(s) obligation(s) légale(s) ou réglementaire(s), en rapport direct ou indirect au regard de l'objet du contrat, ne lui serai(en)t pas opposable(s) au motif qu'elle(s) n'aurai(en)t pas été listée(s) aux présentes.

9. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat quant à la réalisation de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Il garantit à l'acheteur public que les prestations objet du présent marché sont exécutées dans les délais impartis et dans les conditions décrites dans ses pièces constitutives.

Pour ce faire, le titulaire met en œuvre tous les moyens, notamment en personnels qualifiés, nécessaires à la bonne exécution des prestations commandées. Le titulaire s'engage à ne pas modifier, sans l'accord de l'administration, la constitution des équipes qu'il proposera sauf cas de force majeure dûment constatée. En cas d'absence supérieure à 15 jours, ou de départ d'une personne affectée à la commande par le titulaire, celui-ci, dès qu'il en a connaissance, doit en aviser l'administration et prendre toute disposition nécessaire pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve compromise.

10. Obligations d'information et de conseil

Le titulaire a une obligation de conseil et d'alerte à l'égard du CHD Vendée tout au long de l'exécution du marché.

Cette obligation consiste à fournir un conseil permanent et opérationnel mais également à l'alerter de l'existence de tout problème identifié dans l'exécution des prestations.

La mise en œuvre de cette obligation doit permettre aux organismes bénéficiaires de disposer d'un pilotage efficient, performant et proactif sur l'ensemble des prestations confiées en apportant visibilité, analyse et options visant à l'optimisation des prestations.

11. Non-exclusivité

Il est expressément indiqué qu'au titre du présent marché, le titulaire ne bénéficie d'aucune exclusivité au regard des prestations constituant l'objet du marché.

Ainsi, au cours de l'exécution du marché, l'acheteur public se réserve la possibilité de confier certaines prestations à un autre prestataire, au motif, notamment de l'impossibilité pour le titulaire d'exécuter les

prestations commandées dans les délais qui lui sont signifiés ou lorsque les délais de réalisation ne permettent pas d'engager les actions nécessaires dans les délais les plus urgents. Cette impossibilité peut notamment résulter d'une incapacité professionnelle, technique ou financière du titulaire.

Par ailleurs, pour des besoins occasionnels de faible montant, les acheteurs publics se réservent la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché.

Aucune de ces situations ne peut donner lieu au versement d'indemnités au profit du titulaire.

A La Roche sur Yon, le **29 JUIL. 2025**

Le Directeur Général du CHD Vendée

Etablissement support du CHD Vendée,



O. SERVAIRE LORENZET

GHT 85

CHD Vendée

Etablissement Support